

STATUTS DE LA SAS BANE LAO 2 — V5.1

Société par actions simplifiée au capital de 25 000 euros Siège social : 67 rue Saint-Urbain, 67100 STRASBOURG Société en cours de constitution — Mai 2026

Capital : 25 K€ — Actions : 125 000 — Premier exercice : 31/12/2026

LES SOUSSIGNÉS

- **M. Somsanith FAYMANY**, né le 15 février 1967 à Savannakhet (Laos), demeurant 10B rue Jean Henri Alberti, 67100 STRASBOURG, de nationalité française, marié sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts ;
- **Mme Khounvilay FAYMANY**, née PHOMBOUAKEO, née le 8 décembre 1977 à Savannakhet (Laos), demeurant 10B rue Jean Henri Alberti, 67100 STRASBOURG, de nationalité laotienne (titulaire d'une Carte de Résident délivrée par la Préfecture du Bas-Rhin), mariée au précédent sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts ;
- **La société EK SARL**, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, dont le siège social est sis 47 rue de Mulhouse, 67100 STRASBOURG, immatriculée au **Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG** sous le numéro 513 881 144, représentée par son gérant en exercice **M. Christopher KEOPRASEUTH**, dûment habilité aux fins des présentes.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée devant exister entre eux.

TITRE I — FORME, OBJET, DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE

Article 1 · Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs. Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L.211-2 du Code monétaire et financier.

Article 2 · Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'activité de **restauration** ;
- La **vente à emporter** et la livraison de produits alimentaires ;
- L'**épicerie fine** et la vente au détail de produits alimentaires asiatiques et laotiens ;
- L'activité de **traiteur** et la prestation de services événementiels ;
- Le développement, l'exploitation ou la sous-traitance de services numériques, applications, outils digitaux, dispositifs de fidélisation ou de commande connectée liés aux activités principales ;

- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle ; la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social.

Article 3 · Dénomination

La Société prend la dénomination suivante : **BANE LAO 2**. Elle pourra exploiter un ou plusieurs noms commerciaux, notamment le nom **BANE LAO** (*dépôt INPI en cours*). Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 · Siège social

Le siège social est fixé à : **67 rue Saint-Urbain, 67100 STRASBOURG**. Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision du Président dans le même département ou un département limitrophe, sous réserve de ratification par la collectivité des associés.

Article 5 · Durée

La durée de la Société est fixée à **99 ans** à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée. Un an au moins avant la date d'expiration, le Président doit provoquer une réunion de l'AGE.

Article 6 · Exercice social

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. **Le premier exercice sera clos le 31 décembre 2026.**

TITRE II — APPORTS & CAPITAL SOCIAL

Article 7 · Apports

7.1 — APPORT EN NUMÉRAIRE

Associé	Apport en numéraire	Actions souscrites
M. Somsanith FAYMANY	11 250 €	56 250
Mme Khounvilay FAYMANY	8 750 €	43 750
EK SARL	5 000 €	25 000
Total des apports	25 000 €	125 000

Soit, au total, la somme de **25 000 euros (vingt-cinq mille euros)**, correspondant à la souscription et à la libération intégrale de **125 000 actions de 0,20 euro** chacune, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire

établi par la banque **Crédit Mutuel d'Ilkirch-Graffenstaden**, agence 144 route de Lyon, 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN. Cette somme a été déposée pour le compte de la Société en formation.

Les apports de **M. Somsanith FAYMANY** et de **Mme Khounvilay FAYMANY** sont effectués à partir de fonds dépendant de la communauté légale réduite aux acquêts existant entre eux, par décision conjointe des deux époux (*une attestation conjointe de l'origine communautaire des fonds est annexée au certificat de dépositaire*).

7.2 — CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **25 000 € (vingt-cinq mille euros)**. Il est divisé en **125 000 actions ordinaires de 0,20 euro chacune**, entièrement libérées et de même catégorie.

Article 8 · Apports en industrie

La Société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes. Elles sont attribuées à titre personnel, ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire ou de cessation des prestations dues.

Article 9 · Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président. Le capital peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres existants, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, sauf stipulations contraires, proportionnellement au montant de leurs actions, un **droit de préférence à la souscription** des nouveaux titres émis.

Article 10 · Comptes courants d'associés

La Société peut recevoir de ses associés et/ou de son Président, des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant. Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait, sont déterminées d'un commun accord entre l'associé et/ou le Président intéressé(s).

TITRE III — ACTIONS

Article 11 · Indivisibilité — Usufruit

11.1 — Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. À défaut d'accord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

11.2 — Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les AG ordinaires et au nu-propriétaire dans les AGE. Les titulaires d'actions démembrees peuvent toutefois convenir d'une autre

répartition pour l'exercice du droit de vote, sous réserve du droit pour l'usufruitier de voter pour toutes les décisions relatives à l'affectation des résultats. Quel que soit le titulaire des droits de vote, nu-propriétaire et usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives et bénéficient du même droit d'information.

Article 12 · Droits et obligations attachés aux actions

12.1 — Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

12.2 — Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

12.3 — Les héritiers, créanciers ou ayants droit d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration.

12.4 — Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque (échange, regroupement, attribution), les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur ne pourront exercer ce droit qu'à condition de faire leur affaire personnelle du regroupement.

Article 13 · Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement **nominatives**. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet. Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 14 · Libération des actions

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés **15 jours au moins** avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

À défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV — CESSIION & TRANSMISSION

Article 15 · Définitions

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société (*cession, transmission, échange, apport en Société, fusion, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine*).

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote.

Article 16 · Transmission des actions

La transmission des actions s'opère par un **virement de compte à compte** sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Article 17 · Prémption

Toute cession des actions, même entre associés, est soumise au respect du droit de **prémption** conféré aux associés. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés son projet de cession (nombre d'actions, informations sur le cessionnaire, prix et conditions). La date de réception fait courir un **délai de 3 mois** à l'expiration duquel, si les droits de **prémption** n'ont pas été exercés, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de la procédure d'agrément.

Chaque associé bénéficie d'un droit de **prémption** notifié au Président dans **2 mois**. Si les droits exercés sont supérieurs au nombre d'actions cédées, les actions sont réparties par le Président entre les associés ayant notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation. Si inférieurs, les droits sont réputés non exercés.

Article 18 · Agrément des cessions

Les actions ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'**agrément préalable** de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. La demande d'agrément doit être notifiée par LRAR au Président. Le Président dispose d'un **délai de 3 mois** à compter de la réception pour faire connaître la décision. À défaut de réponse dans ce délai, l'agrément sera réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans **1 mois** d'acquérir ou de faire acquérir les actions par un ou plusieurs tiers agréés. Le prix de rachat est déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 19 · Modifications dans le contrôle d'un associé

En cas de modification au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par LRAR adressée au Président dans un **délai de 15 jours** du changement de contrôle. Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée pourra être exclue. Dans le **délai de 15 jours** à compter de la notification, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion.

Article 20 · Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, et compte tenu de l'intuitu personae qui caractérise la Société, les actions de l'associé décédé devront être acquises, si ses héritiers ne sont pas agréés, par les autres associés sous réserve du respect de la procédure d'agrément, au prorata de leur participation, ou par la Société qui devra ensuite les annuler en réduisant son capital, dans un **délai maximum de 3 mois** à compter du décès. Le prix sera égal au montant des capitaux propres divisé par le nombre d'actions ; à défaut d'accord, à dire d'expert (art. 1843-4 CC).

Article 21 · Exclusion d'un associé

21.1 Exclusion de plein droit en cas de dissolution, redressement ou liquidation judiciaire d'un associé.

21.2 Exclusion facultative dans les cas suivants : violation des statuts ; exercice d'une activité concurrente ; révocation des fonctions de mandataire social ; condamnation pénale. L'exclusion est prononcée par décision collective des associés à la majorité des voix. La décision prend effet à compter de son prononcé.

21.3 Dispositions communes : l'exclusion entraîne la suspension des droits non pécuniaires. Les actions doivent être cédées dans les **30 jours**. Le prix est déterminé d'un commun accord ou à dire d'expert.

Articles 22-23 · Nullité des cessions et location d'actions

Les cessions effectuées en violation des articles « Prémption », « Agrément », « Modifications dans le contrôle » sont **nulles** et constituent un juste motif d'exclusion. La **location des actions est interdite**.

TITRE V — ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Article 24 · Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non.

24.1 — DÉSIGNATION — Le premier Président est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés. Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

24.2 — DURÉE DES FONCTIONS — Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés réunissant au moins **51 % du capital** et statuant à la majorité des voix. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation. Révocation de plein droit en cas de dissolution, redressement, liquidation, exclusion ou interdiction de gestion.

24.3 — RÉMUNÉRATION & 24.4 — DÉMISSION — La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés. Le Président peut démissionner en avertissant la collectivité des associés au moins **60 jours** avant la prise d'effet.

24.5 — POUVOIRS — Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. À titre de règlement intérieur **non opposable aux tiers**, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- **Investissements unitaires supérieurs à 30 000 euros HT** (*dépenses d'immobilisation, équipements, agencements significatifs*) ;
- **Signature de contrats hors gestion courante** d'un montant unitaire supérieur à **75 000 euros HT** ou d'une durée d'engagement supérieure à **36 mois** ;
- **Constitution de toute sûreté réelle** (*nantissement, gage, hypothèque, garantie autonome*) au profit d'un tiers autre qu'un établissement de crédit (*les garanties consenties à un établissement bancaire en lien direct avec un financement de la Société dûment autorisé n'étant pas soumises à cette autorisation préalable*).

Article 25 · Directeur(s) Général(aux)

Le Président peut donner mandat à une ou plusieurs personnes morales ou physiques de l'assister en qualité de Directeur Général. Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

25.1 — DÉSIGNATION — Le premier Directeur Général est désigné aux termes des présents statuts. Les Directeurs Généraux ultérieurs sont désignés par décision collective des associés. Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique. Le Directeur Général peut être pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

25.2 — DURÉE — La durée des fonctions du DG est fixée dans la décision de nomination sans excéder celle des fonctions du Président. Le DG peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés à la majorité des voix, sans indemnité.

25.3 — RÉMUNÉRATION — La rémunération du DG est fixée dans la décision de nomination. Sa fixation et sa modification constituent une **convention réglementée** soumise à la procédure de l'article 27.

25.4 — DÉMISSION — Le DG peut démissionner en avertissant la collectivité des associés au moins **60 jours** avant la prise d'effet.

25.5 — POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL — Sauf limitation expresse prévue par les présents statuts, le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, **des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président (article L.227-6 alinéa 3 du Code de commerce)**. Il représente la Société à l'égard des tiers et peut, à ce titre, engager la Société par tout acte entrant dans l'objet social.

Procuratation statutaire spéciale pour les actes bancaires. Le Directeur Général dispose, à compter de sa nomination et pour toute la durée de ses fonctions, du pouvoir de représenter et d'engager seul la Société dans tous les actes et opérations relevant de la sphère bancaire et financière de la Société, à savoir notamment :

- la **négociation, la conclusion et la signature des contrats de prêt** consentis à la Société par tout établissement bancaire ou financier, ainsi que de tout avenant à ces contrats ;
- l'**ouverture, le fonctionnement, la clôture et la modification des comptes bancaires** de la Société auprès de tout établissement ;
- la **négociation et la signature de toutes garanties bancaires** (*cautionnements consentis par la Société, nantissements, gages, hypothèques*) dans les limites prévues à l'article 24.5 ci-dessus, à l'**exception des garanties consenties à un établissement bancaire en lien direct avec un financement de la Société dûment autorisé, qui ne sont pas soumises à cette limite** ;
- la **conclusion de tous instruments de paiement, de crédit ou d'escompte** dans le cadre de l'exploitation normale de la Société ;
- la **représentation de la Société auprès de tout établissement bancaire ou financier.**

Cette procuratation est opposable aux tiers et notamment aux établissements bancaires partenaires de la Société.

Limites internes opposables aux associés. À titre de règlement intérieur **non opposable aux tiers**, les limitations prévues à l'article 24.5 (*investissements et contrats supérieurs à 30 000 euros soumis à autorisation préalable des associés*) s'appliquent également au Directeur Général.

Article 26 · Représentation sociale

Sans objet à la date de constitution. Les obligations légales de représentation sociale (*CSE, etc.*) seront mises en œuvre dès que les seuils légaux d'effectif seront atteints.

TITRE VI — CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES & CAC

Article 27 · Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou la Société qui le contrôle au sens de L.233-3 du Code de commerce, est soumise à la procédure prévue à l'article L.227-10 du Code de commerce : le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le **Président** présente aux associés un **rapport sur les conventions réglementées**. Les associés statuent sur ce rapport. Les conventions portant sur des **opérations courantes conclues à des conditions normales** sont exclues de cette procédure.

Les conventions de prestations à conclure entre la Société et la société EK SARL — associée à hauteur de 20 % du capital et titulaire du mandat de Directeur Général — relèvent de la procédure de l'article L.227-10. Elles couvrent notamment :

- (i) *la convention de prestations Phase 0 (montage juridique, structuration, négociation immobilière, pré-audit ERP, identité visuelle, suivi de chantier), immobilisée à l'actif de la Société ;*
- (ii) *le forfait de Direction Générale (rémunération du mandat social d'EK SARL en qualité de Directeur Général) ;*
- (iii) *le mandat de communication ;*
- (iv) *la convention setup digital et systèmes (plateforme bilingue, outils de gestion et de pilotage, infrastructure digitale) ;*
- (v) *toutes prestations spécifiques liées à l'accompagnement opérationnel de la Société dans le cadre de l'exécution du mandat de Directeur Général.*

Article 28 · Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants. La nomination peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins 1/10^e du capital. Une minorité représentant au moins 1/3 du capital peut obtenir la nomination par demande motivée (*CAC nommé pour 3 exercices, audit légal « Petites entreprises »*).

TITRE VII — DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 29 · Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour : transformation ; modification du capital ; fusion, scission, apport partiel d'actifs ; dissolution ; nomination des CAC ; nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général ; approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; approbation des conventions réglementées ; modification des statuts (*sauf transfert siège*) ; nomination du

Liquidateur ; agrément des cessions ; autorisation des décisions du Président et du Directeur Général visées aux statuts.

Article 30 · Règles d'adoption

30.1 — PARTICIPATION ET REPRÉSENTATION — Tout associé a le droit de participer aux décisions et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance par correspondance ou voie électronique.

30.2 — QUORUM & MAJORITÉ

- **Quorum** : 50 % des actions ayant le droit de vote.
- **Majorité simple** : décisions ordinaires à la majorité simple des voix exprimées.
- **Majorité renforcée** : décisions extraordinaires à **75 % des actions composant le capital social (et non des seules voix exprimées — protection des minoritaires sur les modifications structurelles)**.
- **Unanimité** : décisions prévues par la loi et celles ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés (*art. L.225-130 al. 2 Ccom*).

Articles 31-33 · Modalités, procès-verbaux, information

Les décisions résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance ou d'un acte signé par tous les associés. Convocation **15 jours au moins** avant la date. PV obligatoires sur registre coté/paraphé. Les associés bénéficient d'un droit d'information préalable sur tout document permettant un vote éclairé. Pour les décisions sur les comptes annuels, communication des comptes 15 jours avant.

TITRE VIII — COMPTES ANNUELS & AFFECTATION DES RÉSULTATS

Articles 34-35 · Comptes annuels & résultats

Le Président établit les comptes annuels. Les associés statuent par décision collective sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et des rapports des CAC (*si applicable*). Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social. Chaque action supporte les pertes dans les mêmes proportions. Après approbation des comptes et constatation d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves.

TITRE IX — LIQUIDATION, DISSOLUTION, CONTESTATIONS

Article 36 · Dissolution — Liquidation

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi par décision collective des associés. La décision qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs. Le Liquidateur représente la Société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, payer les créanciers et répartir le solde entre les associés. Le produit net de la liquidation est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun.

Article 37 · Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à la **Chambre commerciale du Tribunal judiciaire de Strasbourg**, compétente en matière commerciale dans le ressort du siège social (*spécificité Alsace-Moselle — pas de tribunal de commerce autonome*).

TITRE X — DÉSIGNATION DES ORGANES SOCIAUX

Article 38 · Nomination des dirigeants

PREMIER PRÉSIDENT

M. Somsanith FAYMANY Né le **15 février 1967** à **Savannakhet (Laos)** Demeurant **10B rue Jean Henri Alberti, 67100 STRASBOURG** De nationalité **française**

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

PREMIER DIRECTEUR GÉNÉRAL

Est nommée Premier Directeur Général : la société EK SARL, représentée par son gérant **M. Christopher KEOPRASEUTH** Société à responsabilité limitée Au capital de 5 000 euros Siège social : 47 rue de Mulhouse, 67100 STRASBOURG Immatriculée au RCS de STRASBOURG sous le n° **513 881 144**

Déclarant accepter lesdites fonctions, satisfaire à toutes les conditions requises pour l'exercice de ladite fonction et, à ce titre, bénéficier de la procuration statutaire spéciale visée à l'article 25.5 ci-dessus.

Article 39 · Formalités de publicité — Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et au registre national des entreprises.

SIGNATURES

Fait en quatre (4) exemplaires originaux

À STRASBOURG, le 15 Mai 2026

KF SF CK

M. Somsanith FAYMANY	Mme Khounvilay FAYMANY	EK SARL
ASSOCIÉ — PRÉSIDENT	ASSOCIÉE	Représentée par M. Christopher KEOPRASEUTH
		ASSOCIÉE — DIRECTEUR GÉNÉRAL
« Bon pour acceptation des fonctions de Président »	Précédée de la mention « Lu et approuvé »	« Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »
Bon pour acceptation des fonction de Président	Lu et approuvé	Bon pour acceptation des fonction de Directeur Général



